

Les arrêts maladie dans la fonction publique territoriale en France : Analyse de leurs déterminants et de leur évolution entre 2013 et 2019 à partir des données de l'enquête « Conditions de travail »

Chloé BERTOLINI¹, Marc-Hubert DEPRET¹, Aurélie GAILLARD¹

Résumé

Depuis 1984 et les premières lois de décentralisation, la fonction publique territoriale (FPT) n'a cessé d'être réformée en France. Parallèlement, l'introduction des méthodes et des principes de gestion du secteur privé dans le secteur public (« nouveau management public ») a progressivement transformé la FPT. Ces changements successifs ont bouleversé l'organisation du travail et ont eu des conséquences délétères sur les conditions de travail des agents (augmentation de la charge de travail, dégradation du climat social, montée du stress, épuisement professionnel croissant, ...), entraînant ainsi une augmentation des risques psychosociaux (RPS) et de l'absentéisme. A travers les données de l'enquête « Conditions de travail » de la DARES (Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques du ministère du Travail), notre contribution se propose de modéliser les principales causes (notamment institutionnelles) de l'arrêt maladie (hors maternité, accidents de travail et maladies professionnelles) dans les collectivités locales. Les régressions logistiques réalisées sur ces données de panel montrent que les situations de tension avec des collègues, les longs et fréquents déplacements à pied et le manque de matériel adapté augmentent significativement la probabilité d'arrêt de travail pour raisons de santé des agents de la FPT. Ces résultats militent pour la mise en place de mesures de prévention (par ailleurs obligatoires) en préservant ainsi la santé mentale et physique des agents de la FPT. D'autres facteurs entrent également en ligne de compte (heures supplémentaires, âge, genre, état de santé) et militent aussi pour des politiques de gestion des ressources humaines favorables à la qualité de vie au travail de ces agents.

Mots-clés : Absentéisme au travail pour cause de maladie, Risques Psychosociaux (RPS), Santé au travail

Abstract

Since 1984 and the first decentralization laws, the territorial civil service has continued to be reformed in France. At the same time, the introduction of private sector management methods and principles into the public sector ("new public management") has gradually transformed the territorial civil service. These successive changes have disrupted the organization of work and have had deleterious consequences on the working conditions of agents (increase in workload, deterioration of the social climate, increased stress, increasing professional burnout, etc.), thus leading to an increased psychosocial risks and absenteeism. Using data from the "Working Conditions" survey of DARES (Directorate of Research Animation, Studies and Statistics of the Ministry of Labor), our contribution aims to model the main causes (notably institutional) of sick leave (excluding maternity leave, work accidents and occupational illnesses) in local authorities. The logistic regressions carried out on these panel data show that tense situations with colleagues, long and frequent trips on foot and the lack of suitable equipment significantly increase the probability of work stoppage for health reasons of territorial civil servants. These results argue for the implementation of preventive measures (which are also mandatory) thereby preserving the mental and physical health of territorial civil servants. Other factors also come into play (overtime, age, gender, state of health) and also support human resources management policies favorable to the quality of life at work of these territorial civil servants.

Key-words : Absenteeism from work due to illness, psychosocial risks, health at work

¹ Laboratoire d'économie de Poitiers (LÉP), Université de Poitiers